

« Le temps des cerises »

Le décor

Nous avons une nouvelle fois été conviés à la « négociation » sur la politique salariale pour l'année 2007.

Depuis des années le scénario est bien rodé. Le patron nous donne les chiffres de l'année précédente, puis ses prévisions à venir. Les syndicats donnent leurs revendications, oh, stupeur! Cela ne concorde pas du tout.

Tracts des sections syndicales qui s'indignent d'un tel mépris et du peu d'augmentation accordé aux salariés compte tenu des efforts qu'ils ont consentis. Nouvelle réunion avec une nouvelle proposition du patron qui octroie 0.2% de plus que prévu. Nouvelle indignation des partenaires sociaux, chantage de la direction pour l'obtention de signatures (signez ou j'applique l'accord le moins favorable). Signatures de certains syndicats qui valent 0.2% (ce qui représente 7 € pour le mois moyen société) et c'est reparti pour une année.

Nous savons tous, et l'histoire est là pour nous le rappeler, que dans une négociation il faut des rapports de force équilibrés. Or depuis des années, qu'avons-nous face à une direction qui prétend négocier l'accord salarial ?

La réalité !

Il est évident que la politique salariale n'est pas négociée à Bordeaux, ni même à la maison mère. La direction de Safran suit les consignes du Médef en matière de politique salariale et par conséquent nous ne sommes pas étonnés des propositions aussi peu élevées qui sont faites aujourd'hui, tout comme les années précédentes. C'est la raison pour laquelle nous sommes tous convaincus que ce n'est pas au Haillan que l'on a décidé de ce qui allait nous être accordé.

Toutefois, rappelons-nous qu'en 2004, face à un mouvement massif, la direction de SPS a trouvé les moyens de répondre à certaines de nos revendications.

Les revendications !

Le peu de concordance entre les revendications des syndicats eux même, et surtout leur peu de mobilisation, permettent à des directions d'être de plus en plus à l'aise pour imposer leur dictat. Il faut dire que nous n'appréhendons pas de la même façon la défense des intérêts collectifs des salariés.

La CGC a depuis bien longtemps abandonné l'idée même d'une augmentation minimum pour tous les cadres qu'elle est sensée défendre. Quant aux autres syndicats, **revendiquer aujourd'hui des augmentations individuelles** qui seront distribuées de façons arbitraires, ne paraît pas leur poser de problèmes. **Ceci est paradoxal. En effet, comment peuvent-ils nous expliquer que certains d'entre eux aient été victimes de la discrimination par le biais des augmentations individuelles et aujourd'hui les revendiquer pour les salariés ?**

Point de vue SUD :

Pour **Sud**, depuis des années nous ne cessons de revendiquer un minimum pour tous les salariés. Ce minimum doit obligatoirement garantir à tous le maintien de leur pouvoir d'achat. La raison pour laquelle nous réclamons une augmentation uniforme n'est pas le fait d'être contre tout, comme se plaisent à le dire certains. C'est, de notre point de vue, la manière la moins injuste pour garantir le maintien d'un salaire décent.

Les augmentations individuelles, c'est l'affaire du patron pas des syndicats !

Ceci ne nous empêche pas d'accompagner et de défendre des salariés qui s'estiment lésés par leur hiérarchie. Nous ne pouvons revendiquer de l'injustice ! **Demander des Augmentations Individuelles, c'est revendiquer de punir les moins bons!**

Nos commentaires

L'argument qui consiste à dire qu'il faut des augmentations individuelles pour récompenser les meilleurs et avoir une évolution de carrière ne peut émaner que de la direction. Elle met en compétition les salariés, et provoque des comportements individualistes générant l'absence de solidarité. Nous ne pouvons pas empêcher la direction de donner des augmentations individuelles. Cela s'inscrit même dans une logique libérale, mais si elle doit le faire, c'est obligatoirement après avoir garanti le minimum à tous et aujourd'hui ce n'est pas le cas.

Les salariés qui ne rentrent pas dans le rang se voient sanctionnés pécuniairement. Cela est inadmissible. Nous ne sommes pas dans l'entreprise pour rêver de reconnaissance, mais pour vivre et élever nos enfants. Faire une sélection arbitraire pour choisir qui doit vivre mieux que les autres nous renvoie vers un passé que l'on pensait révolu.

Pourquoi la grève ?

Se réveiller tous les ans à la même période pour faire grève sur les salaires, pendant les

négociations salariales, reflète une façon stéréotypée de faire du syndicalisme. Comme « le temps des cerises », il y a le temps des grèves pour les salaires. Et pour la sous-traitance et les précaires, c'est quand ?

La grève c'est quand on veut !!! Pourquoi devrait-on attendre l'ouverture des négociations, par la direction, pour revendiquer et se mobiliser ?

N'espérons et n'attendons pas trop une réaction forte et unitaire au niveau du Groupe. Nous regrettons que les organisations syndicales représentatives au niveau du Groupe ne soient pas le moteur pour organiser un mouvement d'ampleur. Pourtant elles ont su converger pour signer un accord sur le développement du dialogue social.

Sud revendique une augmentation générale uniforme de 121,97 €. Cette revendication est loin d'être utopique puisqu'elle représente environ 3,5% de la masse salariale qu'il convient de comparer aux 5% proposé par l'intersyndicale.

Il appartient aux 5 autres organisations syndicales de ne pas avoir retenu notre revendication et préféré un mode de répartition fortement hiérarchisé et individualisé (plancher de 60 € correspondant aux Augmentations Générales et Augmentations Individualisées) qui ne garantit pas un minimum pour tous.

Quant aux dernières propositions de la Direction, elles se placent aux antipodes de ce que les salariés sont en droit d'attendre.



Tél: 05-56-55-86-14

Fax: 05-56-55-89-80

Site Internet: <http://perso.wanadoo.fr/sudmetaux33/>

E-mail: sud.metaux33@wanadoo.fr